

Commission : Affaires politiques internationales

Question : Comment résoudre aujourd'hui les problèmes de demain?

Auteur : Ethiopie

Les ressources naturelles sont nécessaires et exploitées pour le bon fonctionnement de notre société ainsi que de notre survie. Cependant les ressources présentes sur Terre sont inégalement réparties. Les ressources naturelles constituent les richesses d'un territoire, une source de revenus et un objet de convoitise pour ses rivaux ou adversaires. Elles fondent la puissance d'un État et influent sur les relations avec les autres.

L'Ethiopie est consciente que les ressources naturelles contribuent à l'amélioration des conditions de vie de l'homme ainsi qu'aux développements de plusieurs pays ayant des ressources importantes. Toutefois, nous constatons que celles-ci engendrent des enjeux politiques à l'échelle locale mais aussi supranationale ce qui peut entraîner de nombreux conflits armés.

Notre pays reconnaît que, sans réglementation adaptée les possibilités de développement des pays émergents resteront limitées si elle n'est pas réglementée et dirigée vers le bien commun. Par exemple, l'année dernière, le gouvernement éthiopien s'est engagé à ce que le barrage Grande Renaissance n'affecte pas les disponibilités en eau de ses deux voisins ce qui a permis à l'Ethiopie de répondre à la demande croissante en électricité de sa population. Cette accord signée a permis d'éviter la reproduction d'un conflit lié à l'eau au XVIIIème siècle avec l'Egypte.

L'agriculture en Ethiopie est le principal contributeur à la croissance économique du pays et à la réduction de la pauvreté. Elle représente 45 % du PIB, presque 90 % des produits exportés et 84 % de la population active. En outre, nous considérons qu'une mauvaise gestion des richesses naturelles entraînera un désastre environnemental et social pour les décennies à venir.

L'Ethiopie estime qu'il est important d'évaluer les besoins de chaque nation en ressources naturelles. C'est la première étape qui devrait assurer qu'aucun pays n'en manquera. Pour cette évaluation, notre pays considère qu'il faut un organisme indépendant, non étatique et qu'il est nécessaire de faire appel pour ces expertises à des personnes qualifiées et non rattachées à des pays pour un diagnostic objectif. De plus cette évaluation pourrait prendre en compte de nombreux facteurs : croissance démographique, surface, agriculture...

L'Ethiopie estime que la répartition des richesses environnementales doit être également réparties de manière à ne créer aucun conflit liés à la gestion des ressources. De plus, notre pays pense qu'une sensibilisation de la population sur une gestion à long terme de notre environnement serait bénéfique.